

*Initiatives ministérielles*

Par ailleurs, je le répète, ce projet de loi fait augmenter les cotisations des employés et des employeurs à la suite des modifications apportées au Régime d'assurance-chômage. Déjà, l'accès au programme est devenu plus difficile; les chômeurs canadiens se sont rendu compte qu'il leur était plus difficile d'obtenir des prestations d'assurance-chômage. Ils ne peuvent plus toucher de prestations pendant aussi longtemps qu'auparavant. Avec ce projet de loi, ils devront payer davantage pour avoir le privilège de profiter de ce programme; d'ailleurs la hausse des cotisations s'applique autant aux entreprises qu'aux travailleurs. En cette période de grande récession, ce changement a de graves conséquences pour les entreprises. Ce n'est pas le moment d'accroître les frais d'exploitation des petites entreprises au Canada en forçant celles-ci à verser plus d'argent dans le régime.

Il sera de plus en plus difficile pour le Canada de se sortir de cette crise économique que nous traversons à cause de ces réductions appliquées aux programmes. Nous avons d'ailleurs déjà pu le constater puisqu'elles sont en vigueur depuis un certain temps. Parmi les arguments qu'il utilise, le gouvernement fédéral soutient que les gouvernements provinciaux sont dans une meilleure situation financière que lui et devraient donc porter une partie du fardeau du déficit fédéral. Sur la période de cinq ans se terminant en 1994-95, ce projet de loi fera perdre 348 millions de dollars à la Saskatchewan.

Comme vous le savez, la Saskatchewan a changé de gouvernement il y a un mois. Le nouveau gouvernement néo-démocrate examine de près les finances de l'ancien gouvernement conservateur, un gouvernement qui suivait les mêmes politiques économiques que le gouvernement fédéral. À cause de la mauvaise gestion et des politiques peu judicieuses de l'ancien gouvernement conservateur, la Saskatchewan, une province qui ne compte même pas un million d'habitants, a maintenant une dette qui dépasse les 13 milliards de dollars—et le nouveau gouvernement néo-démocrate n'a même pas encore fini de faire les calculs, car les diverses composantes de la dette ne sont pas toujours faciles à trouver. Nous avons un nombre record de faillites agricoles, commerciales et personnelles. Quatre-vingt mille personnes, soit presque 10 p. 100 de la population, ont quitté la province depuis 1982. Pourtant, malgré toutes ces difficultés d'une gravité sans précédent, le gouvernement fédéral décide de réduire de 348 millions de dollars sur les cinq prochaines années les fonds qu'il verse à la Saskatchewan au chapitre des soins de santé et de l'enseignement postsecondaire. Pourquoi s'en prendre maintenant aux malades et aux étudiants de la Saskatchewan alors que, comme je l'ai dit,

la province souffre déjà d'un nombre record de faillites agricoles, commerciales et personnelles et voit sa population s'exiler à un rythme encore jamais vu?

Tout cela ne fera qu'aggraver la situation pour les Canadiens qui habitent la Saskatchewan. Et, bien entendu, ce qui se passe en Saskatchewan n'est que le reflet de ce qui se passe dans les autres provinces. La population de toutes les provinces va pâtir de l'engagement du gouvernement à combler le déficit aux dépens des contribuables canadiens.

Évidemment, il ne faut pas passer sous silence la conduite du gouvernement. Nous avons entendu et nous continuerons d'entendre de nombreux députés de l'opposition officielle dénoncer l'ampleur des compressions et le fait qu'elles minent la capacité de notre pays de fonctionner et de se sortir de la récession. Cependant, il y a quelques années à peine, durant la dernière décennie, les gouvernements libéraux ont fait exactement la même chose. Dès 1975, ils ont plafonné les contributions du gouvernement fédéral au régime de soins de santé en établissant le financement global; en 1977, ils ont mis un terme au partage des coûts à parts égales et, en 1982, ils ont supprimé le revenu garanti. Toutes ces mesures ont contribué largement à réduire la qualité de notre système de soins de santé et l'accessibilité à ce dernier.

Lorsqu'elle était au pouvoir, l'opposition officielle libérale a adopté cette ligne de conduite. Le gouvernement qui lui a succédé a continué de la suivre scrupuleusement. Voilà comment les événements se sont succédé—aux compressions des libéraux ont succédé celles des conservateurs. Évidemment, ce sont toujours les contribuables canadiens qui en pâtissent.

Le moment est venu d'investir dans l'avenir, dans le Canada et dans les Canadiens. On peut y parvenir autrement qu'en minant progressivement l'économie, ce que fait le gouvernement actuel. On peut y parvenir autrement qu'en réduisant les services sociaux et les soins de santé, à un moment où la population en a le plus besoin; on peut y parvenir autrement qu'en imposant des compressions au secteur de l'enseignement postsecondaire, secteur qui nous permettrait de surmonter nos difficultés économiques.

Il y a d'autres façons d'y parvenir. D'autres solutions ont été adoptées par des pays qui ont réussi à surmonter les problèmes auxquels nous faisons face. Prenons le modèle japonais, par exemple, ou un pays comme l'Autriche. Ce pays a suivi une politique de plein emploi, a ramené le chômage à un niveau extrêmement bas, a contenu l'inflation, a maintenu la valeur de sa devise au